



GLOBAL  
CENTRE FOR  
PLURALISM

CENTRE  
MONDIAL DU  
PLURALISME

## La politique majoritaire au Sri Lanka : LES CAUSES DE L'ÉCHEC DU PLURALISME

Avril 2017

La minorité tamoule du Sri Lanka jouissait d'une condition relativement privilégiée sous le régime colonial britannique. Par conséquent, au moment de l'indépendance, la majorité cinghalaise était dans une position défavorable sur le plan économique. Naturellement, les Sri Lankais cinghalais ont cherché à utiliser leurs nouveaux pouvoirs à titre de majorité pour améliorer leur situation. Toutefois, plutôt que d'opter pour une discrimination positive en faveur de la majorité, comme les Malais l'ont fait en Malaisie, ou de tenter de créer une nouvelle identité nationale partagée comme au Singapour, l'État postcolonial a adopté une série de lois relatives aux langues et à la citoyenneté qui ont privé les Tamouls de droits et qui ont associé l'identité cinghalaise et la religion bouddhiste à l'identité nationale sri lankaise.

À leur tour, les Tamouls ont perçu ces mesures non pas comme des tentatives légitimes visant à remédier aux inégalités héritées du passé, mais comme une tentative systématique de la majorité

cinghalaise visant à marginaliser les Tamouls dans les sphères de l'éducation et de l'économie, et à s'approprier l'État. La guerre civile prolongée et sanglante qui a sévi sur l'île de 1983 à 2009 découle de cette situation.

Le cas du Sri Lanka offre une occasion d'examiner quelques-unes des options dont disposent les populations majoritaires désavantagées sous les régimes coloniaux. Au Sri Lanka, le désir de faire *quelque chose* pour corriger les désavantages de la majorité était à la fois inévitable et légitime, mais la répression des Tamouls dans le processus n'était pas l'unique et inévitable réponse. Quels étaient les autres choix possibles à l'époque? De quelles autres options l'État postcolonial disposait-il pour remédier aux désavantages des Cinghalais sans marginaliser les Tamouls? Pourquoi ces options n'ont-elles pas été choisies? Quels ont été les moments charnières cruciaux qui ont poussé le Sri Lanka vers l'exclusion, puis vers la guerre civile, plutôt que vers une quelconque forme de

---

**Témoigner du changement dans les sociétés diversifiées** est une nouvelle série de publications du **Centre mondial du pluralisme**. Couvrant six régions du monde, chaque « cas de changement » examine une période durant laquelle un pays a modifié son approche envers la diversité, soit développant, soit sapant les fondements de la citoyenneté inclusive. L'objectif de la série – laquelle présente également des aperçus thématiques d'éminents universitaires – est de favoriser la compréhension globale des sources d'inclusion et d'exclusion dans les sociétés diversifiées ainsi que des chemins vers le pluralisme.

citoyenneté inclusive? Et dans quelle mesure les conceptions d'identité nationale et de construction de la nation ont-elles guidé ces décisions?

En commandant le cas de changement sur le Sri Lanka, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre les moments charnières cruciaux entre les conceptions inclusives et exclusives de la citoyenneté et de l'identité nationale. Des politiques en matière d'éducation, de langue, de citoyenneté, de développement économique et ainsi de suite peuvent avoir des impacts tant positifs que négatifs sur la reconnaissance et l'accommodement de la diversité. Si le Sri Lanka d'après l'indépendance offre un cas précis sur la manière de *ne pas* remédier aux inégalités héritées du passé, un examen de ses réponses pourrait aider d'autres sociétés enclines au principe de la majorité à éviter les mêmes pièges.

## EXPOSÉ DES FAITS

Lors de l'indépendance en 1948, le Sri Lanka semblait être une « colonie modèle ». Le désir d'indépendance n'avait pas engendré l'instabilité et la violence comme chez son voisin l'Inde. Sous le colonialisme, la minorité tamoule bénéficiait d'un accès privilégié à l'éducation et aux emplois qui en découlaient dans l'administration publique, et ce, aux dépens de la majorité cinghalaise et bouddhiste. Néanmoins, lors de l'indépendance, les élites tamoules comme les élites cinghalaises ont accordé une grande confiance à D.S. Senanayake, qui est devenu le premier premier ministre dans le cadre d'un pacte informel entre les élites. Ce dirigeant

cinghalais favorisait la camaraderie entre les diverses ethnies, faisant croire aux observateurs que le Sri Lanka était sur le point d'obtenir son statut d'État moderne. Mais la Constitution rédigée par la Commission Soulbury n'offrait aucune protection formelle de la minorité tamoule. Cette omission s'est avérée être une grave erreur de conception institutionnelle. Aucun « matériel » en faveur du pluralisme n'y a été intégré, laissant ainsi peu de mesures de protection institutionnelles contre des formes de discours et d'identités politiques (le « logiciel ») antipluralistes.

---

**En commandant le cas de changement sur le Sri Lanka, le Centre mondial du pluralisme cherchait à comprendre les moments charnières cruciaux entre les conceptions inclusives et exclusives de la citoyenneté et de l'identité nationale. Un examen de ses réponses aux inégalités héritées pourrait aider d'autres sociétés qui passent d'un règne de la minorité à une gouvernance de la majorité à éviter les mêmes pièges.**

---

Lorsque Senanayake est subitement décédé en 1952, une politique ethnocentrique enracinée dans un nationalisme linguistique et ethnique a rapidement fait son apparition. Un premier moment charnière vers l'éloignement du pluralisme est apparu lorsque les Tamouls indiens se sont vus refuser la citoyenneté moins d'un an après l'indépendance. Soucieux des castes, les Tamouls sri lankais ont toléré la privation des droits des Tamouls indiens.

Première manifestation de l'ethnocentrisme, cette exclusion a créé un précédent qui a enhardi les nationalistes cinghalais bouddhistes. Par la suite, ces derniers ont sans cesse eu recours au sectarisme et au principe de la majorité, motivés par des préoccupations d'ordre politique autant qu'électoral, ce qui a eu pour résultat l'exclusion et la perte d'autonomie des minorités de l'île.

La religion est un axe de clivage majeur au Sri Lanka. Un important texte religieux bouddhiste, le *Mahāvamsa* (La grande chronique), relate l'histoire mythohistorique selon laquelle le seigneur Bouddha aurait choisi l'île pour préserver et propager ses enseignements, qualifiant ainsi le Sri Lanka de *sinha dīpa* (île des Cinghalais) et de *dhamma dīpa* (île de la doctrine bouddhiste). Cette idéologie nationaliste bouddhiste a été déployée pour justifier la domination de la majorité et la subordination de la minorité. Elle justifie également le statut spécial accordé au bouddhisme dans la Constitution. Le clergé bouddhiste exerce une grande influence dans les affaires politiques de l'île et les nationalistes cinghalais bouddhistes insistent pour dire que le Sri Lanka est un État unitaire plutôt qu'un État fédéral ou décentralisé qui laisse aux régions tamoules une importante autonomie. Les entrepreneurs politiques cinghalais bouddhistes et les leaders bouddhistes se présentent comme des défenseurs de la *sinha dīpa* et de la *dhamma dīpa*, ce qui en retour a créé une forme de politique qui dévalue le pluralisme religieux.

La langue est une autre source clé de clivage. L'anglais a été adopté comme langue officielle de l'île après l'indépendance, malgré le très petit nombre de personnes qui le parlaient. Même

avant l'indépendance, le mouvement *swabasha* (nos propres langues) avait demandé à ce que le cinghalais et le tamoul remplacent tous deux l'anglais. Cette politique de parité linguistique aurait largement pu prévenir le conflit ethnique qui a fini par éclater. Le contre-mouvement et la décision cruciale de faire du cinghalais la seule langue officielle du pays ont contribué à la montée du séparatisme tamoul et finalement mené à la guerre civile.

---

**La Constitution n'offrait aucune protection formelle de la minorité tamoule. Cette omission s'est avérée être une grave erreur de conception institutionnelle. Aucun « matériel » en faveur du pluralisme n'y a été intégré, laissant ainsi peu de mesures de protection institutionnelles contre des formes de discours et d'identités politiques (le « logiciel ») antipluralistes.**

---

Les partis politiques et leur campagne électorale ont agi comme premiers leviers de l'exclusion. Par exemple, lors des élections de 1952, le Parti de la liberté du Sri Lanka (SLFP) a mené sa campagne avec une plateforme qui faisait la promotion de la parité linguistique, mais qui a ensuite opté pour une politique exclusivement cinghalaise lors des élections de 1956.

Lorsque le parti de l'opposition, le Parti national uni, a compris que la parité linguistique lui ferait perdre les élections, il a également opté pour le

cinghalais comme langue exclusive. La rhétorique de division a donné naissance à la Loi sur la langue officielle de 1956, faisant du cinghalais la seule langue officielle du pays. Par la suite, un processus de surenchère politique a commencé entre les partis politiques en concurrence pour accorder plus d'autonomie aux Cinghalais et marginaliser les Tamouls pour obtenir des gains électoraux.

Malgré quelques tentatives par les élites des deux communautés pour établir de meilleures relations — notamment en déléguant la reconnaissance de la langue et certains pouvoirs aux gouvernements provinciaux — la conception institutionnelle et électorale des années 1960 et 1970 favorisait la majorité et encourageait les partis politiques opportunistes qui privilégiaient les intérêts des Cinghalais. Par exemple, faire du cinghalais la seule langue officielle n'a pas seulement contesté le droit des Tamouls à célébrer leur culture, mais a également gêné leurs progrès économiques et sociaux, particulièrement en éducation et sur le marché de l'emploi.

Les politiques ethnocentriques des gouvernements du premier ministre Sirimavo Bandaranaike (1960-1965 et 1970-1977) ont particulièrement incité les Tamouls à se mobiliser pour la séparation. Bien que les Tamouls aient bénéficié de la libéralisation et des politiques d'ajustement structurel d'après 1977 du président J. R. Jayewardene, ces dernières ont poussé les contreparties cinghalaises jalouses à promouvoir un sentiment anti-tamoul. Un tel sentiment a contribué au pogrom anti-tamoul de juillet 1983, déclenché lorsque le Mouvement des Tigres de libération de l'Îlam Tamoul (LTTE) a tué 13 soldats. Ce pogrom est considéré comme le début de la guerre civile du Sri Lanka qui a duré 27 ans.

L'institutionnalisation des politiques ethnocentriques des gouvernements successifs et la guerre civile qui en a découlé ont écarté le Sri Lanka de la démocratie libérale. Plutôt que d'inverser cette tendance, le gouvernement de Mahinda Rajapaksa s'est servi de la défaite du LTTE en 2009 pour poursuivre ses desseins dynastiques et autoritaires. Cela s'est produit même alors que l'armée à majorité cinghalaise œuvrait comme agent de développement économique. Cette dernière a déplacé, au nord-est, les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs tamouls, et le gouvernement a refusé de redonner les terres tamoules prises durant la guerre. La défaite de Rajapaksa en 2015 a amélioré la situation des Tamouls et inversé la trajectoire autoritaire de l'île, mais une tendance envers le principe de la majorité dans la politique sri lankaise a laissé de nombreux obstacles au pluralisme de sorte que les Tamouls et autres minorités sont loin d'être entièrement inclus.

## À TRAVERS L'OPTIQUE DU PLURALISME

### Sources d'inclusion et d'exclusion

Le Centre mondial du pluralisme a demandé à chaque auteur de la série de Cas de changement de réfléchir aux sources d'inclusion et d'exclusion à travers l'Optique du pluralisme, c'est-à-dire en se servant des « moteurs du pluralisme » élaborés par le Centre. Quelques faits saillants du cas complet du Sri Lanka sont présentés ci-dessous.

## Moyens de subsistance et bien-être

- Sous le régime colonial, la minorité tamoule jouissait d'un accès privilégié à l'éducation et aux emplois publics. Des politiques subséquentes ont cherché à limiter ces avantages et à améliorer les perspectives de la majorité cinghalaise.
- Établir le cinghalais comme seule langue officielle a limité l'accès des Tamouls au secteur public, gênant ainsi leurs progrès économiques et sociaux.
- Les propriétaires d'entreprise cinghalais ont attisé le conflit ethnique dans l'espoir d'ébranler la concurrence des entreprises tamoules.

## Droit, politique et reconnaissance

Une absence de protections constitutionnelles et juridiques des minorités a permis aux partis politiques opportunistes, séduits par le principe de la majorité, de systématiquement limiter les droits des Tamouls.

- Les systèmes institutionnel et électoral favorisent la majorité, de sorte qu'il est avantageux politiquement pour les partis politiques de promouvoir les intérêts cinghalais au détriment de ceux des minorités.
- Des appels à la décentralisation ou au fédéralisme ont été rejetés au nom de l'unité nationale. Le 13<sup>e</sup> amendement de la Constitution en 1987 a établi un système de conseil provincial, mais les nationalistes cinghalais bouddhistes se sont âprement opposés à la décentralisation des pouvoirs.

## Citoyens, société civile et identité

- Les récits mythohistoriques contenus dans *La grande chronique* bouddhiste ont été utilisés pour

justifier la domination de la majorité.

- L'idéologie cinghalaise bouddhiste nationaliste est utilisée pour justifier le statut constitutionnel particulier accordé au bouddhisme et pour maintenir le Sri Lanka en tant qu'État unitaire.
- Des divisions fondées sur la caste entre les Tamouls indiens et sri lankais leur ont fait perdre des occasions d'action concertée contre l'exclusion de la majorité cinghalaise bouddhiste.

## CONCLUSION

Après l'indépendance, les partis politiques et les gouvernements sri lankais ont réagi aux inégalités de longue date par des politiques d'exclusion en matière de langue et d'embauche. Les premiers pactes entre les élites et les partis politiques ouverts aux pratiques inclusives ont rapidement cédé leur place aux avantages électoraux du nationalisme cinghalais. Le manque de protections constitutionnelles pour les Tamouls, jumelé à l'absence de mécanismes institutionnels visant à limiter le régime majoritaire, a fait en sorte que les partis politiques ont adopté des stratégies électorales qui attireraient la majorité cinghalaise bouddhiste. Bien que l'occasion de favoriser le pluralisme se soit améliorée sous le présent gouvernement, le principe de la majorité demeure institutionnalisé dans la culture politique sri lankaise. Ainsi, il reste à voir si le type de pluralisme qui profite à une démocratie libérale va s'enraciner sur l'île.

## AUTEUR DU CAS

**Neil DeVotta** est professeur agrégé de politique et d'affaires internationales à l'Université Wake Forest. Ses intérêts de recherche englobent la sécurité et la politique de l'Asie du Sud, l'ethnicité et le nationalisme, la résolution de conflit ethnique ainsi que la transition et la consolidation démocratiques.

### Remerciements

Le Centre tient à souligner la collaboration de Will Kymlicka de l'Université Queen's, de Jane Jenson de l'Université de Montréal, et des autres membres du groupe de recherche consultatif international. La série de Cas de changement a été élaborée avec le généreux soutien du Centre de recherches pour le développement international. Pour télécharger la version complète du cas de changement du Sri Lanka, veuillez visiter le [pluralisme.ca](http://pluralisme.ca).

---

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada.

Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ou de son conseil des gouverneurs.

Cette analyse a été mandatée par le Centre mondial du pluralisme pour engendrer un dialogue mondial sur les moteurs du pluralisme. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur.

---

Le Centre mondial du pluralisme est une organisation de savoir appliqué qui facilite le dialogue, l'analyse et l'échange sur les fondements des sociétés inclusives dans lesquelles les différences humaines sont respectées. Établi à Ottawa, le Centre est inspiré par l'exemple du pluralisme canadien, lequel démontre ce que les gouvernements et les citoyens peuvent réaliser lorsque la diversité humaine est appréciée et reconnue comme une des bases de la citoyenneté partagée. Visitez-nous au [pluralisme.ca](http://pluralisme.ca).